

Vu la demande de M. Thierry Reydellet, gérant de la société Surf Lodges Sarl en date du 23 décembre 2005,

A r r ê t e :

Art. 1^{er}. - Est autorisée l'occupation, pour une durée de 2 ans, d'une parcelle dépendant du domaine public maritime d'une superficie de 3hectares 37ares environ, sise à Oua Tom, commune de La Foa, pour l'exploitation d'un complexe hôtelier comprenant une cuisine et une salle de restauration, une case pour le logement du personnel, une case servant de bureau et de boutique, une dizaine de farés ouverts en bois, et cinq bungalows.

Art. 2. - Les conditions relatives à cette opération seront fixées par acte particulier.

Art. 3. - Le présent arrêté sera transmis à M. le commissaire délégué de la République, publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie et notifiée à l'intéressée.

Pour le président,
et par délégation :
Le secrétaire général,
PIERRE GEY

Arrêté n° 455-2006/PS du 15 mai 2006 relatif à la nomination du chef du service adjoint par interim de la jeunesse de la direction de la jeunesse et des sports

Le président de l'assemblée de la province sud,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 6-89/APS du 21 juillet 1989, portant création du secrétariat général et des directions de l'administration de la province sud et fixant les missions du secrétaire général ;

Vu la délibération modifiée n° 36-2001/APS du 14 novembre 2001 relative au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre territorial et agents affectés à la province sud ;

Vu la délibération n° 22-2004/APS du 18 août 2004 portant création de la direction de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 1536-2005/PS du 22 novembre 2005 portant nomination du chef du service de la jeunesse à la direction de la jeunesse et des sports de la province sud ;

Vu l'absence pour congé annuel du 4 avril 2006 au 5 mai 2006 inclus de Mme Catherine Nancy - conseillère territoriale socio-éducative du cadre territorial de la jeunesse, des sports et des loisirs, chef du service de la jeunesse à la direction de la jeunesse et des sports ;

Sur proposition du directeur de la jeunesse et des sports,

A r r ê t e :

Art. 1^{er}. - Mme Nathalie De Brugada Vila - animatrice socio-éducative du cadre territorial de la jeunesse, des sports et des loisirs - est nommée du 4 avril 2006 au 5 mai 2006 inclus, chef de service adjointe par intérim du service de la jeunesse à la direction de la jeunesse et des sports.

Art. 2. - Durant cette période, Mme Nathalie De Brugada Vila percevra l'indemnité mensuelle de sujétion des chefs de service adjointe égale à 1/12^e de la valeur de 28 points d'indice nouveau majoré de la grille locale des traitements, convertie en monnaie locale et affectée du coefficient de majoration applicable aux fonctionnaires territoriaux.

Art. 3. - Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée, transmis à M. le commissaire délégué de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Pour le président,
et par délégation :
Le secrétaire général,
PIERRE GEY

Arrêté n° 457-2006/PS du 16 mai 2006 portant classement au titre des monuments historiques de la chapelle Sainte Jeanne d'Arc dite "Chapelle des Américains", sise à Plum, commune du Mont-Dore

Le président de l'assemblée de la province sud,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération, modifiée et complétée n° 14-90/APS du 24 janvier 1990 relative à la protection et à la conservation du patrimoine dans la province sud ;

Vu l'avis favorable émis par la commission des sites et monuments historiques de la province sud en sa séance du 2 décembre 2005 ;

Considérant l'avis favorable émis par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, propriétaire, réuni le 13 juillet 2005, sur la mesure de protection envisagée,

A r r ê t e :

Art. 1^{er}. - Conformément aux dispositions de la délibération, modifiée et complétée n° 14-90/APS du 24 janvier 1990 susvisée, la chapelle Sainte Jeanne d'Arc, dite "Chapelle des Américains", située sur la parcelle sans numéro d'une superficie à l'acte de 85 ares, section mission sans numéro, sise commune du Mont-Dore, appartenant à la Nouvelle-Calédonie, au terme d'un acte transcrit au bureau des hypothèques le 29 décembre 1982, volume 1428, numéro 4, est classée monument historique.

Le bâtiment est matérialisé en rouge sur le plan ci-annexé.

Art. 2. - Conformément aux dispositions de l'article 13 de la délibération susvisée, le classement au titre des monuments historiques entraîne, pour le propriétaire, l'obligation de conserver le bâtiment dans ses dispositions d'origine, sauf aménagement de confort préalablement autorisé par le président de l'assemblée de province.

Art. 3. - Conformément aux dispositions de l'article 14-3 de la délibération susvisée, aucune construction neuve ne peut être adossée à un immeuble classé ou inscrit à l'inventaire supplémentaire sans une autorisation spéciale du président de la province, après avis de la commission des sites et monuments historiques.

Art. 4. - Le présent arrêté, prononçant le classement au titre des monuments historiques du bâtiment visé à l'article 1 ci-dessus, sera enregistré et transcrit à la conservation des hypothèques. Mention des présentes sera portée en marge de la dernière transcription. Le propriétaire est informé que dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, il peut former un recours devant le tribunal administratif.

Art. 5. - Le présent arrêté sera notifié au propriétaire, transmis à M. le commissaire délégué de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

La première vice-présidente,
SONIA LAGARDE